



L'OTAN et la supériorité technologique américaine : un risque pour la solidarité euro-atlantique ?

Alain De Neve¹

Le Centre d'études de sécurité et de défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense publie occasionnellement de brèves analyses portant sur l'actualité dans ses e-Notes. À l'instar de toutes nos publications, elles sont disponibles sur notre site Internet www.irsd.be.

Il est aujourd'hui un truisme de dire que l'OTAN traverse une période de crise. En dépit des transformations dont elle fut l'objet afin de répondre aux nouveaux enjeux de sécurité apparus depuis la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, des interrogations légitimes sont exprimées à l'endroit de sa plus-value dans une architecture européenne de sécurité qui, admettons-le, a depuis toujours été dépourvue d'architecte européen. À ces interrogations se sont greffées des fissures entre les membres européens de l'OTAN à propos des buts devant être assignés à celle-ci. Ces questions ont pris une toute autre dimension depuis l'avènement de Donald Trump à la Présidence des États-Unis. Assiste-t-on à un

retour de la défense territoriale et à un abandon de la projection de force ? Quel type de leadership s'exerce au sein de l'Alliance atlantique ? Quelles sont les priorités de l'Alliance ? Telles sont là quelques-unes des nombreuses interrogations que soulèvent les récentes déclarations du Président américain à l'endroit de la perpétuité de l'Alliance.

Quelle que soit l'opinion que l'on peut émettre à propos de l'OTAN, celle-ci représente assurément, dans l'histoire des alliances, une rare réussite et, à ce jour, sans conteste, l'une des coalitions permanentes les plus puissantes du système international. Il n'en demeure pas moins que les relations entre les membres de l'OTAN ont à diverses reprises, connu un certain nombre de tergiversations. Épisodiquement, des controverses, voire des désaccords (parfois profonds mais jamais existentiels pour l'organisation) ont vu le jour. L'une des prouesses de l'OTAN fut de toujours

¹ Attaché au Centre d'études de sécurité et de défense (CESD) de l'Institut Royal supérieur de défense (IRSD). Les propos exprimés n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques adoptées par le ministère de la Défense ou l'Institut royal supérieur de défense.

être en mesure de s'adapter aux contextes évolutifs de la sécurité européenne et internationale. La crise qui parcourt aujourd'hui l'Alliance atlantique est sans doute l'une des plus critiques que l'organisation de défense collective ait pu connaître en plus de 70 années d'existence. Dans un environnement marqué par la disparition progressive des régimes de sécurité qui ont canalisé les rapports internationaux des principales puissances de la planète pendant plus d'un demi-siècle, la question de l'avenir de l'Alliance atlantique, de la définition de son statut et de ses missions n'a jamais été aussi évidente.

Le point sur lequel nous nous attarderons plus précisément dans le cadre de cet article a trait à l'impact de la *Third Offset Strategy* américaine sur le régime de sécurité de l'Alliance atlantique. La *Third Offset Strategy* (TOS) peut être considérée comme une stratégie technologique globale destinée à surclasser les adversaires de manière déterminante. Ce n'est pas la première fois que les États-Unis promulguent une stratégie technologique globale destinée à surclasser leur adversaire de plusieurs générations. Avant la TOS, deux précédentes stratégies avaient été définies en vue de contrer l'avantage conventionnel de l'Union soviétique durant la guerre froide. La première avait pour objectif de contrer l'avantage conventionnel numérique de l'Union soviétique par le développement de l'arsenal nucléaire. La seconde résidait dans la mise au point de systèmes de guidage de haute précision (systèmes qui avaient participé à l'émergence de l'école de la *Revolution in Military Affairs* (RMA)). Comme nous aurons de le rappeler au cours de ce travail, l'une des clés permettant de comprendre le succès d'une organisation telle que l'OTAN réside dans l'instauration et la préservation de standards technologiques communs entre ses membres dans le but de contrer la menace soviétique sur le continent européen, d'une part, et à l'échelle globale, d'autre part. Certes, les États-Unis n'ont eu cesse de s'inscrire à leur niveau dans une dynamique de rupture technologique ; cette solution étant perçue comme le meilleur moyen de distancer l'Union soviétique dans une course technologique effrénée. Aujourd'hui, après une période marquée par des contingences de crises qui ont davantage fait appel à un renouveau de l'art opérationnel qu'à l'exploitation de technologies militaires de rupture (même si des dispositifs innovants en matière d'armement ont fait leur apparition durant cette période), la perspective d'une résurgence de la Russie et d'une Chine émergente se confirmant comme puissance militaire régionale fait craindre aux États-Unis qu'une prolifération des technologies balistiques et des armes guidées de précision ne vienne remettre en question la supériorité militaire américaine. La *Third Offset Strategy* adoptée sous la Présidence Obama en 2014 vise expressément à permettre aux États-Unis d'anticiper ce risque à travers le développement de technologies innovantes et convergentes au service de ses forces armées. Toutefois, l'avance scientifique et technique ambitionnée par la *Third Offset Strategy* est si grande qu'elle pourrait creuser un fossé technologique irrémédiable entre les alliés européens et les États-Unis dans le cadre de l'OTAN. Pour mesurer l'impact de la *Third Offset Strategy* et comprendre ce qu'elle implique pour l'Alliance atlantique, il nous faut revenir sur les fondements de la coopération au sein de l'OTAN.

Les facteurs du succès

Pour comprendre les éléments qui se situent à la base des remises en question les plus diverses de l'Alliance atlantique dans le système international, il convient de revenir à ce qui a fait le succès de l'Organisation, non seulement dans le contexte de la guerre froide mais, au-delà, dans l'environnement post-soviétique européen et paneuropéen. Deux grands facteurs permettent

d'expliquer la survie d'une organisation de défense collective telle que l'Alliance atlantique. Le premier relève de la théorie des organisations et suggère que la survie d'une organisation découle avant tout du coût économique prohibitif qu'impliquerait sa disparition. En effet, l'existence d'une organisation dépend étroitement des missions qui lui ont été assignées (dans le cas de l'OTAN, la défense collective de ses membres contre un adversaire désigné, l'Union soviétique). Or, la dissolution d'une organisation ne résout pas la question de savoir quelle serait alors la nouvelle entité qui prendrait en charge la relève des missions jusque-là confiée à la défunte organisation. Aussi, les membres d'une organisation sont-ils naturellement enclins à accepter le maintien de celle-ci par crainte des coûts qu'impliquerait le développement d'une nouvelle institution. Un second élément explicatif découle de la théorie de la « boîte à ordures ». Normalement, pour chaque tâche devant être relevée, une organisation spécifique et dédiée doit être créée. Cette règle ne vaut pas dans le cas des organisations internationales. Bien souvent, ces dernières assurent des missions polyvalentes. Et la survie d'une organisation dépend avant toute chose de la capacité qu'ont les membres de cette organisation à réinventer sans cesse des missions nouvelles. Sans doute, l'Alliance atlantique constitue-t-elle la meilleure illustration de cette capacité sans cesse renouvelée de ses membres de reprogrammer « le code génétique » de l'institution pour lui permettre de faire face à de nouveaux enjeux ou de nouvelles menaces, quitte à transformer en profondeur les fondements même de l'organisation².

Le retour du balancier

L'aptitude de l'Alliance atlantique à se maintenir comme organisation majeure, sinon principale, de la sécurité européenne pendant plus de 70 ans a reposé sur sa constante capacité d'adaptation. À son origine, l'Alliance atlantique eut pour mission de contenir la menace soviétique sur l'Europe et de dissuader Moscou de toute forme de velléité contre les États membres européens de l'Organisation. À cette fin, l'organisation transatlantique, au niveau de son bras armé, est parvenue à développer une culture stratégique commune entre ses membres, culture stratégique que l'Union européenne a été en peine d'insinuer au sein des relations entre les membres prenant part dans la politique de sécurité et de défense commune. C'est au travers d'une culture stratégique commune née d'habitudes et de procédures de travail appuyées par des standards technologiques communs que l'OTAN s'est maintenue comme la pierre angulaire de la sécurité européenne.

Le conflit en Ukraine a considérablement dégradé les relations entre la Russie et les capitales occidentales. Le degré de tension inédit entre les États-Unis, l'Europe et la Fédération de Russie expliquent dans une large mesure les résultats du Sommet de Varsovie de 2016 de l'Alliance atlantique. En rappelant que la dissuasion et la défense se situent au cœur des missions et des buts de l'OTAN, le message à l'intention de Moscou se voulait des plus clairs. La déclaration du Sommet de Varsovie renoue avec les fondamentaux de la géopolitique européenne. En dépit des multiples canaux de communication pouvant exister, dans un contexte de crise, entre l'Occident et la Russie, c'est bien le voisinage géographique des membres de l'Alliance atlantique qui est employé ici comme le levier principal de la politique de dissuasion.

² Michael Cohen, James March, Johan Olsen, "A Garbage Can Model of Organizational Choice", *Administrative Science Quarterly*, Vol. 17, No. 1, March 1972, pp. 1 – 25.

Pourtant, des interrogations persistent sur la réelle capacité de l'Alliance atlantique d'être activée dans le cas où la crise naissante viendrait à déboucher sur un scénario de conflit. Ainsi, la protection des États baltes contre la résurgence de velléités russes dans la région ne constitue-t-elle pas seulement un sujet de préoccupation pour les analystes mais aussi pour les chancelleries des États membres de l'OTAN. Et la tiédeur de la réponse de l'OTAN au non-respect de l'espace aérien de la Turquie par les forces aérospatiales russes ne contribue pas à rassurer les États membres qui pourraient se retrouver en première ligne des objectifs de la Russie. La question peut donc être posée de savoir si l'Alliance atlantique et l'OTAN constituent encore des outils à la mesure des défis qui se présenteront, demain, à la sécurité européenne.

Bien que l'Alliance atlantique ait pu démontrer une forte aptitude à l'adaptation au gré des différents enjeux de sécurité qui ont émergé depuis la fin de la guerre froide, comme toute organisation, l'OTAN affiche aussi des limites évidentes. Si la Transformation de l'Alliance atlantique a permis à l'organisation de survivre en redéfinissant ses moyens et ses perspectives d'emploi, un processus reposant sur une redéfinition perpétuelle de ses moyens et missions ne saurait apparaître comme une garantie de maintien suffisante dans le paysage stratégique paneuropéen. Comme toute organisation, l'Alliance atlantique présente des failles. Et celles-ci concernent essentiellement le maintien des alliés européens dans la course technologique nouvelle qui s'engage avec des puissances « émergentes » et « résurgentes ». La volonté claire de distanciation technique manifestée par les États-Unis vis-à-vis de ces puissances qui entendent réviser les équilibres militaires globaux pourrait affecter la survie même de l'OTAN en tant que cadre de coopération en matière de sécurité.

Alliance politique VS régimes techniques

L'un des principaux périls qui se présente à l'Alliance atlantique est le risque qu'elle puisse être supplantée par un type nouveau de coopération fondé sur la communalité technique militaire. Certes, l'OTAN opère sur la base de standards technologiques dans le domaine des équipements militaires des pays alliés. Et c'est là d'ailleurs l'un des facteurs qui a contribué à faire de l'Alliance atlantique une institution pérenne depuis son édification. Cependant, ce qui a longtemps représenté un avantage pour l'Organisation et ses États membres est désormais devenu une faille. Compte tenu de l'avancée de plusieurs générations de l'arsenal technologique américain, il pourrait apparaître aux yeux de Washington qu'une alliance du modèle de l'OTAN ne constitue plus la structure la plus appropriée pour le maintien de son influence à l'égard des pays partenaires et amis. Si la dimension technologique du lien transatlantique n'a eu cesse de représenter une composante fondamentale de l'OTAN, il semble que cet aspect matériel ait pris une ampleur inédite depuis la *Revolution in Military Affairs* au point de supplanter la dimension politique de la solidarité atlantique.

En adoptant leur *Third Offset Strategy* articulée autour de l'intégration des technologies émergentes et convergentes au sein de leur arsenal, les États-Unis n'entendent pas seulement répondre à la prolifération croissante des armes guidées de précision et autres moyens de déni d'accès développés par des États tels que la Chine ou la Russie. L'objectif est de parvenir à distancer tout acteur international (qu'il soit ennemi, ami, allié ou partenaire) sur le plan technologique et ce, sur plusieurs générations. Les États-Unis entendent ainsi maintenir le leadership technologique dans de nombreux secteurs d'innovation. Il s'agit notamment de la robotique, des armes à énergie dirigée, des systèmes autonomes, des armements hypersoniques et hypervéloces, de l'intégration militaire

des nanotechnologies³, de l'impression 3D, des biotechnologies et de l'intelligence artificielle⁴. Le Tableau 1 rassemble les principaux domaines de recherche militaire des États-Unis.

Armements hypersoniques et hypervéloces	Catégorie de systèmes développés par l'U.S. Air Force et la DARPA ⁵ (High Speed Strike Weapon), l'U.S. Army (Advanced Hypersonic Weapon) et l'U.S. Navy (canon électromagnétique Railgun avec le projectile de haute intensité)
Armes à énergie dirigée	Cet ensemble regroupe les armements laser (lasers de combat expérimentés par les quatre services et la Missile Defense Agency)
Capacités permettant l'accentuation de la domination US dans le domaine sous-marin	Objectif destiné à contrer les capacités de déni d'accès développés par des pays comme la Russie ou la Chine. Il s'agit donc, au-delà du recours aux moyens navals connus, de développer des dispositifs de drones sous-marins.
Développement de l'autonomie et robotique	Cet objectif désigne l'intégration de l'IA dans de multiples systèmes dont l'autonomisation des drones pour permettre les opérations en essaim ainsi qu'une meilleure interaction entre les opérateurs et les systèmes.
Equipements et doctrines permettant la reconquête de la supériorité dans le domaine électromagnétique	Objectif visant à assurer la résilience des forces américaines dans le domaine offensif, en complément des armements cinétiques. Ces capacités couvrent la gestion des opérations de contrôle du spectre électromagnétique et la guerre électronique dans son ensemble. Le principal programme est l'Electronic Manoeuver Warfare de l'U.S. Navy.
Lutte informatique	Indissociable de la précédente priorité

Tableau 1 : Principales catégories de systèmes et de programmes couverts par la Third Offset Strategy (source : Fondation pour la Recherche Stratégique, <http://www.frstrategie.org>)

³ La recherche dans le secteur des nanotechnologies concerne l'ensemble des domaines d'innovation militaire évoqués.

⁴ Kareem Ayoub, Kenneth Payne, "Strategy in the Age of Artificial Intelligence", *Journal of Strategic Studies*, 2015.

⁵ Defense Advanced Research Project Agency.

Pour être plus exact, ce n'est pas un fossé infranchissable que tentent de creuser les États-Unis avec leurs adversaires mais bien un abysse indépassable sur le plan technologique. En d'autres termes, l'ambition qu'expriment les États-Unis n'est pas seulement de maintenir une supériorité militaire technologique mais bien de parvenir à s'assurer une suprématie incontestée dans l'ensemble des domaines critiques de la guerre moderne et du futur.

Cet objectif est d'autant plus fondamental pour les États-Unis que les États de l'OTAN connaissent une érosion sensible de leurs capacités de *Research and Development* dans le domaine de la défense. Et ce, pour plusieurs raisons. La première est la perte de vitesse des budgets de défense des alliés européens tandis que le reste du monde affiche un accroissement géométrique des budgets militaires. Une seconde raison découle de la nature civilo-commercial de la plupart des innovations qui intéressent aujourd'hui les acteurs de la défense. L'Etat n'est plus le seul grand ordonnateur des innovations de défense. L'initiative privée se situe à la base des principales innovations qui, aujourd'hui, intègrent les arsenaux militaires. Par conséquent, les produits de cette innovation soutenue par le secteur civilo-commercial sont accessibles par tous à travers le monde. Enfin, un troisième élément d'explication permettant de comprendre la baisse de régime de l'innovation militaire soutenue par les États est que cette innovation s'avère désormais plus coûteuse et plus rapide qu'auparavant. Les États seuls ne parviennent plus à suivre le rythme de l'innovation et peinent à assumer la charge financière de celle-ci. Le recours à des partenariats public-privé se révèle essentiel. Ce qui, en retour, conduit à accroître un peu plus le rôle des acteurs civilo-commercial et, donc, la prolifération horizontale des technologies militaires⁶.

Dans un tel contexte, des voix s'élèvent outre-Atlantique pour questionner la plus-value d'une organisation telle que l'OTAN. Si les alliés européens ne sont plus en mesure de tenir le rythme de l'innovation tandis que des acteurs hors-OTAN engagent des programmes militaires de rupture technologique (Russie, Chine), certains dénoncent les alliés européens comme la cinquième roue d'un carrosse technologique qui n'arrive plus à se maintenir dans la course nouvelle aux armements.

L'objectif des États-Unis réside donc dans un investissement d'envergure en faveur de technologies qui devront assurer non seulement la sauvegarde du personnel militaire mais plus encore préserver les moyens d'action dans tout type de configuration de crise. Parmi les technologies de ruptures envisagées (notamment au travers de programmes de la DARPA) figurent des systèmes navals déployés et immergés pour être maintenus en veille en attendant d'être réactivés dans le cas où une contingence de crise l'impose ; et ce afin de mettre en œuvre des vecteurs balistiques ou droniques⁷. On l'imagine aisément, de telles technologies sont conçues pour couvrir d'importantes zones géographiques avec des vecteurs furtifs et activables avec faible préavis. Il s'agit de garantir aux forces US déportées une capacité de frappe et de pénétration rapide des bulles *Anti-Access/Area Denial* (A2AD) de l'adversaire. De telles solutions technologiques s'appuyant sur des innovations de rupture (NBIC⁸, robotique et intelligence artificielle) visent à permettre aux forces armées des États-

⁶ Thomas Marino, *Préserver l'avance technologique de l'OTAN: adaptation stratégique et recherche et développement en matière de défense*, Rapport général présenté dans le cadre de la Commission des sciences et des technologies de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Bruxelles, Document 174 STC 17 F bis, 8 octobre 2017, p. 3.

⁷ Jeffrey Krolik, « Upward Falling Payloads (UFP) », DARPA, 17 December 2015.

⁸ Acronyme américain désignant l'ensemble disciplinaire regroupant les nanotechnologies, les biotechnologies, les technologies de l'information et les sciences cognitives (Nano-Info-Bio-Cogno).

Unis à intervenir dans des délais extrêmement courts sur des situations de crise. Le niveau d'alerte auxquels seront soumis de tels systèmes risquent de se révéler incompatibles avec le temps que nécessite la consultation des alliés et partenaires. Surtout, et contrairement à la raison d'être d'une alliance essentiellement préoccupée par la sécurité régionale (celle de l'Europe), les États-Unis veulent être en mesure de pouvoir prioriser plusieurs théâtres d'intervention de manière simultanée. Au-delà donc de l'incapacité financière des Européens à soutenir un rythme et niveau de développement technologique militaire similaire ou proche de ceux des États-Unis, les États membres de l'Alliance atlantique ne perçoivent pas l'environnement géostratégique avec la même « grammaire » des événements.

Le débat – ou l'absence de débat – autour de la *Third Offset Strategy* des États-Unis rappelle par ailleurs pour les Européens le retard avec lequel ceux-ci ont tenté de nourrir la vague de la *Revolution in Military Affairs* dans la seconde moitié des années 1990. La guerre du Golfe (1991) et la campagne aérienne de bombardement du Kosovo (opération Allied Force de 1999) avaient démontré avec éclat l'incapacité des forces armées européennes à déployer un dispositif de forces efficace sur des théâtres distants. Ce constat avait conduit certains États membres de l'Union européenne à engager des réformes sérieuses en vue de permettre à l'UE d'être en mesure de déployer un nombre donné de forces et de capacités en un temps réduit sur des zones d'opération répondant à ses intérêts stratégiques. La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) relançait ainsi un processus de génération de forces au sein de l'UE. Au-delà du constat d'insuffisance en termes de moyens, de préparation et de planification, fallait-il encore échafauder un catalogue de mesures susceptibles de combler les lacunes observées. Les diverses initiatives entreprises au sein de l'Union européenne ne tardèrent pas à susciter des préoccupations du côté des États-Unis ; la crainte d'une autonomisation des organisations militaires européennes par rapport au cadre atlantique conduisit à l'élaboration, au sein de l'OTAN, de structures ayant pour mission d'accompagner la transformation des forces armées européennes selon les standards doctrinaux et technologiques US. Cependant, les contraintes opérationnelles liées aux contingences de crise en Afghanistan et en Irak amenèrent à un retour au principe de réalité pour l'ensemble des alliés, en ce compris les membres européens de l'OTAN, tout mobilisés étaient-ils autour de la question de la restauration des conditions minimales de sécurité dans les espaces irakiens et d'Asie centrale. Les exigences opérationnelles de ces théâtres amenèrent les États impliqués à investir davantage les questions de formats de forces et de coopération avec les populations et autorités locales qu'à explorer les perspectives d'un réseautage des moyens militaires déployés. Les technologies issues de la *Revolution in Military Affairs* généraient des frictions nouvelles, mal anticipées, dans la conduite des opérations⁹.

Les tensions croissantes apparues avec la Chine « émergente » et la Russie « résurgente » ont toutefois réorienté les préoccupations des forces armées des États-Unis. Le développement et la prolifération des technologies balistiques sophistiquées (missiles de croisière, missiles hypersoniques, vecteurs hypervéloces) par ces acteurs posent désormais la question de la vulnérabilité des dispositifs de forces des États de l'Alliance atlantique. Une nouvelle fois, les Européens pourraient se retrouver piégés par la transformation en cours de l'équilibre militaire

⁹ Theo Farrell, Sten Rynning, « NATO's Transformation Gaps: Transatlantic Differences and the War in Afghanistan », *Journal of Strategic Studies*, Vol. 35, No. 5, 2010.

global et, par conséquent, confrontés à la question du choix des technologies de rupture qui les prépareront au mieux aux contingences de crise futures tout en répondant à leurs objectifs stratégiques¹⁰.

À travers la *Third Off Strategy*, ce sont également les États-Unis qui sont pointés du doigt quant à leurs intentions réelles de coopération avec les États membres européens de l'Alliance atlantique. On peut raisonnablement supposer que la *Third Offset Strategy* incarne la réponse d'une Amérique en état d'alerte face aux risques que feraient courir demain la prolifération des technologies avancées de missiles parmi certaines nouvelles puissances « révisionnistes » de l'équilibre international¹¹. Dans cette hypothèse, Washington devrait permettre aux États européens de pouvoir s'arrimer à la dynamique technologique de la *Third Off Strategy* en clarifiant la substance même du niveau d'ambition technique visé. Un tel scénario supposerait que les Européens soient en mesure de mieux identifier les objectifs stratégiques qu'ils souhaitent atteindre. Ceci afin de pouvoir identifier les solutions technologiques qui, parmi d'autres, seraient en mesure de leur permettre de poursuivre et défendre leurs intérêts stratégiques. Ce fut une telle démarche qu'entreprit en 2016 l'Union européenne au travers de la parution d'une Stratégie Globale dont la finalité était alors de permettre à l'UE d'atteindre un plus haut niveau d'autonomie stratégique. La réaction américaine à cet « aggiornamento » européen en matière d'ambition stratégique ne tarda pas et emprunta, sans surprise, les mêmes codes que ceux qui furent chaque fois mobilisés par les États-Unis pour commenter par le passé – parfois à tort, parfois à raison – les tentatives européennes en vue de rehausser leur niveau d'ambition stratégique.

Sur le plan opérationnel, l'existence d'un tel décalage entre le niveau d'ambition technologique des États-Unis et les moyens dont disposent les Européens est source de difficultés. Déjà en son temps, le Vice-Amiral Arthur K. Cebrowski, qui avait conceptualisé la doctrine d'emploi de la liaison tactique 16 (Link 16), affirmait que toute organisation militaire alliée ou amie ne disposant pas d'une telle liaison tactique pour des opérations communes n'était tout simplement pas la bienvenue sur le champ de bataille dans la mesure où elle pouvait être une source de tirs fratricides¹². La maîtrise de l'information dans le cadre d'opérations coalisées s'inscrit au cœur de la stratégie des États-Unis. La promotion qui fut faite du vecteur aérien F-35 *Lightning II* valorisait, à titre d'illustration, le nouveau système de communication de toute dernière génération *Multifunction Advanced Data Link* (MADL). En équipant les F-35 avec le système MADL, les États-Unis adressaient un message clair à toutes les nations qui, bien que désireuses de poursuivre des opérations en coalition avec les États-Unis, hésitent à opter pour le F-35 pour le remplacement de leurs appareils de combat : le F-35 est le seul système de combat aérien disposant du niveau requis par les États-Unis en matière de communications tactiques avancées¹³.

¹⁰ Robert Work, "The Third Offset Strategy and Its Implications for Partners and Allies", Discours du Secrétaire adjoint à la défense à l'Hotel Willard, Washington, 28 janvier 2015.

¹¹ Même si cette réponse, essentiellement fondée sur des matériaux, processus de conception, technologies et doctrines de rupture, serait une réponse incomplète aux défis à venir.

¹² Arthur K. Cebrowski, John Gartska, *Network-centric Warfare: It's Origin and Future*, *U.S. Naval Institute Proceedings*, January 1998.

¹³ Il peut-être surprenant dans un premier temps de constater que même aux États-Unis l'ensemble des moyens de combat de l'U.S. Air Force n'a pas été équipé du système de liaison MADL. Ainsi, le F-22 *Raptor* dont la conceptualisation et la construction remonte aux années 1980 a, affirme-t-on, hérité d'un système de

Le Fonds européen de la défense comme réponse à la Third Offset Strategy ?

La méfiance – quelque peu désuète – des États-Unis à l'endroit du projet d'autonomie stratégique de l'Union européenne (mais dont on ignore encore la forme qu'elle doit prendre) semble avoir confirmé les autorités de Bruxelles dans leur volonté d'émettre une réponse programmatique construite dans le domaine de la défense à la *Third Offset Strategy*. Cette réponse a pris en 2017 la forme d'un Fonds européen pour la défense structuré autour de deux volets. Le premier est dédié à la « recherche » et repose sur l'attribution de subventions en faveur de la recherche collaborative dans des technologies et des produits innovants en matière de défense. Les secteurs visés sont l'électronique avancée, les métamatériaux, les logiciels cryptés ou la robotique¹⁴. Le second volet est consacré au « développement et à l'acquisition ». Favoriser et encourager financièrement la recherche collaborative sur des technologies de rupture est une chose, il en est une autre de permettre aux États d'assurer le développement de ces technologies et, surtout, de leur permettre d'acquiescer celles-ci à un coût supportable. C'est là le but de ce second volet¹⁵.

Il est à craindre que le Fonds européen de la défense ne constitue essentiellement une réponse frontale à la *Third Off Strategy* américaine et non une forme de contribution de l'Union européenne à une dynamique de recherche technologique transatlantique. Pourtant, des structures à l'instar de l'*Allied Command Transformation* pourraient s'avérer des cadres appropriés pour une réflexion globale sur les perspectives d'apports du *Third Off Strategy* et du Fonds européen pour la défense pour les forces armées des États membres de l'OTAN (sous réserve d'aménagements prenant en compte les différentiels de participation de certains États membres de l'OTAN et/ou de l'UE). Le contenu sibyllin de la *Third Offset Strategy* et les ambivalences de la Stratégie Globale de l'Union européenne risquent d'amenuiser les chances pour l'OTAN de persister comme structure de coopération de référence pour ses États membres sur le plan technologique. La tentation pour les États-Unis est grande de privilégier le développement de régimes diplomatico-techniques fondés sur des rapprochements dans le domaine de certains matériels avancés. Plus concrètement, cette évolution signifierait que la possession de certains systèmes d'armes constituerait le ticket d'entrée des États à certaines coalitions pour la conduite de missions définies. La solidarité politique, fondée

communication tactique (l'Intra-Flight Data Link – IFDL) désormais incompatible avec les systèmes de communication équipant les F-35. Officiellement, des raisons principalement budgétaires expliquent l'impossibilité qu'il y aurait d'adapter les F-22 au système MADL. Dans un second temps, on peut se demander si l'attribution aux F-22 d'un système de communication tactique dédié et unique n'a pas été une décision prise expressément en vue de garantir aux formations de F-22 *Raptor* déployés en opérations de disposer d'un datalink propre et présenté comme inviolable. Ceci contribue à faire du F-22 un appareil de supériorité aérienne unique parfaitement détaché de tout écosystème communicationnel interallié tandis que le Link 16 est présenté comme un système pouvant être « facilement » repéré et ciblé par le SIGINT adverse. Cf. F-22 Enters the Network: Linking IFDL, TTNT, Link 16, *Defense Update*, 28 May 2018, voir https://defense-update.com/20080528_f22_datalink_gateway.html.

¹⁴ Le volet « recherche » comporte une première enveloppe de 90 millions d'euros jusqu'à la fin 2019 (principalement dédiés à des projets de systèmes automatisés en environnement naval et des systèmes de soldat. Une seconde enveloppe de 500 millions d'euros par an pour la période post-2020 est appelée à compléter la mise initiale autour de projets restant à définir.

¹⁵ Pour la période 2019 – 2020, un total de 500 millions d'euros sera débloqué au titre de programme de développement de l'industrie de défense. Pour la période post-2020, un montant d'un milliard d'euros par an sera consacré afin d'appuyer des financements nationaux. L'espoir nourri par les autorités européennes est que cet investissement communautaire puisse aboutir à un engagement financier global multiplié par 5 dans des projets technologiques collaboratifs de défense.

sur une communauté de valeurs, s'effacerait donc au profit de l'établissement de métasystèmes techniques conçus sur une base participative plus restreinte.

Au sein de l'OTAN : la redynamisation d'une collaboration scientifique et technologique

La réponse à la *Third Off Strategy* américaine ne saurait se suffire de la réaction européenne qui présente surtout les dehors d'une rivalité feutrée entre deux systèmes d'innovation. Une autre voie pourrait passer par l'instauration d'une plus grande collaboration entre les alliés – c'est-à-dire au sein même de l'OTAN – sur les plans scientifiques et technologiques. En effet, jamais l'OTAN n'a eu pour vocation de conduire les alliés européens à soutenir le rythme de l'innovation technologique américaine. Certes, un seuil d'investissement est requis pour offrir en tant qu'allié un degré de mobilisation crédible, toutefois un mimétisme pur et simple des moyens militaires U.S. n'a jamais constitué un but en soi. La coopération scientifique et technologique au sein de l'OTAN a représenté un volet fondamental du lien transatlantique, et ce depuis le début des années 1960. En 2011, lors de la réforme des agences et structures de commandement de l'OTAN, un *aggiornamento* de la coopération scientifique et technologique a également été opérée. Elle s'est traduite par la création en 2012 de l'Organisation pour la Science et la Technologie. Il a également été décidé de réintroduire un poste de conseiller scientifique et l'établissement d'un Comité OTAN pour la science et la technologie. L'objectif de ces réformes a été de favoriser au mieux la collaboration entre les alliés en matière d'innovation, notamment au travers d'échanges d'informations ou l'organisation de projets et programmes conjoints. Des démonstrations de technologies ont également lieu. Aujourd'hui, l'Organisation pour la Science et la Technologie supervise un réseau de quelques 5.000 scientifiques et ingénieurs et mène plus de 250 activités par an.

C'est cependant l'*Allied Command Transformation* (ACT) qui demeure le moteur de la transformation de l'OTAN. Il représente à ce titre un maillon essentiel de l'Organisation pour la Science et la Technologie (OST). L'ACT et l'OST ont d'ailleurs, à ce titre, signé un partenariat qui, sans exclure pour autant le rôle d'autres départements et bureaux (à l'exemple de la Division Investissement de défense et la Division Défis de sécurité émergents) s'avère crucial pour l'établissement d'une plateforme collaborative entre les alliés. On notera encore que l'OST a noué une relation stratégique avec l'Union européenne en encourageant la collaboration entre son personnel et celui de l'Agence européenne de défense (AED).

On peut toutefois s'interroger sur les limites des efforts qui ont été engagés et qui, comme souvent, découlent des rivalités institutionnelles entre partenaires pourtant confrontés aux mêmes réalités stratégiques. Ainsi, lorsqu'en 2016, lors du Sommet de Varsovie, il fut question de mettre en place au sein de l'Alliance un cadre pour l'innovation relié, synchronisé et alimenté avec les efforts nationaux d'innovation en matière militaire dans la perspective de la soumission de projets de recherche à l'UE, des réticences ont conduit à l'abandon de cette idée.

Conclusion

En guise de conclusion, il pourrait être affirmé que des doutes importants pèsent désormais sur la survie des régimes de coopération tels qu'ils furent conçus dans le contexte de la guerre froide. S'il ne s'agit pas pour autant de prédire la disparition d'une organisation telle que l'OTAN (nombre de commentateurs s'y sont risqués avec quelques périls), il convient d'observer que ce qui constitua au

lendemain de la chute du mur la qualité essentielle de l'Alliance atlantique – une aptitude à se transformer au gré des contingences – pourrait demain se révéler une faille et faire d'elle non plus le creuset d'une solidarité politique mais la boîte à outils de coalitions à géométrie variable entre membres appartenant à des niveaux d'investissements techniques différenciés.

L'évolution du contexte stratégique, plutôt que de favoriser le renforcement d'un cadre collaboratif commun entre alliés sur le plan de la science et de la technologie, semble conduire les alliés – et plus particulièrement les États-Unis – à adopter une posture de distanciation. Si la solidarité euro-atlantique pouvait être maintenue avec une puissance membre souhaitant atteindre une supériorité militaire, le maintien du lien entre alliés européens et les États-Unis risque d'être fragilisée si ces derniers visent désormais la suprématie technologique tous azimuts. Par le passé, les rapports entre alliés européens et américain ont épisodiquement souffert des bonds technologiques des États-Unis dans le domaine de la défense (doctrine de la riposte graduée résultant de la précision accrue des vecteurs nucléaires, Initiative de Défense Stratégique, *Revolution in Military Affairs*, *Missile Defense*). À l'avenir, l'ampleur de l'allonge technologique que souhaitent opérer les États-Unis pourrait altérer plus gravement encore la résistance du lien entre les alliés.

Vous pouvez adresser vos commentaires ou remarques à l'adresse :
irsd-cesd-scvd@mil.be.

*Plus de publications du Centre d'études de sécurité et défense peuvent être téléchargées sur **notre site Internet.***